



Béatrice Hibou et Mohamed Tozy.- *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral* (Paris: Karthala, 2020), 656p.

Fruit d'un travail de terrain mené tout au long de plusieurs décennies, ce livre particulièrement riche en données ethnographiques et historiographiques ne se présente pourtant pas comme une monographie sur le Maroc. Pour les auteurs qui se revendiquent d'une sociologie historique et comparée du politique, le Maroc n'est pas une discipline, comme ne le sont pas le Maghreb(ologie) ou l'Islam(ologie). Et ils ont réussi le pari de réfléchir, à travers un terrain particulier mais non "exceptionnel," aux dynamiques de l'État et des arts de gouverner. L'État ici n'est pas réduit à ses dimensions institutionnelles et de monopole de la violence légitime. Les auteurs proposent une autre définition de l'État inspirée de Max Weber et tirée des traductions récentes du sociologue allemand par Jean-Pierre Grossein.

La démonstration, qui porte sur l'État et l'exercice du pouvoir au Maroc, se démarque des lectures évolutionnistes habituelles, ainsi que de celles qui ramènent tout à une théorie islamique du pouvoir. Elle s'appuie sur le renouveau des travaux sur l'empire, en les réinvestissant autrement, notamment en ne considérant pas qu'il s'agit d'une forme d'État dépassée et qui précède dans une succession évolutionniste la forme de l'État-Nation. C'est ainsi que le livre parle plutôt d'imaginaires impérial ou stato-national, en les approchant de manière idéaltypique, et en les appréhendant sur la longue durée. Ainsi, Empire et État-Nation ne sont pas des formes distinctes qui se seraient succédées, mais deux registres dont les fils se mêlent pour "tisser le temps politique" comme le suggère le titre du livre. Ainsi, pour les auteurs, le répertoire stato-national n'est pas une invention du protectorat, comme l'illustrent les exemples présentés dans les prolégomènes du livre, et le répertoire impérial est pour sa part toujours d'actualité, et présenterait des "affinité électives" avec l'idéologie néolibérale.

Loin d'être une simple coquetterie ou une recherche d'exotisme, les prolégomènes s'imbriquent parfaitement dans l'économie du livre, en appréhendant l'État marocain dans la durée. Ils illustrent les traits rattachés à chacun des deux idéotypes, impérial et stato-national, par des exemples des rapports entre le makhzen et deux régions, le Sous et Tétouan, au XIX^{ème} siècle. Ces deux cas ne constituent ni des exemples généralisables de deux modalités de gouvernement distinctes, ni des situations exceptionnelles ayant émergé dans un moment particulier de l'histoire du Maroc. Ils donnent à voir un État qui ne doit pas s'appréhender par rapport à un parti-pris évolutionniste qui en ferait un État proto-national, mais comme une forme qui présente des traits qui se composent différemment, selon les circonstances et le contexte, par rapport à l'idéotype de l'État-Nation ou celui de l'Empire. Les auteurs démontrent comment le protectorat a figé une certaine dualité de l'État au Maroc, pour ensuite esquisser comment les deux registres, ou les deux imaginaires

stato-national et impérial, ont déployé leurs fils sur le métier à tisser du Maroc indépendant. Un rapprochement est notamment fait entre la naturalisation des traits impériaux et le tournant néolibéral.

La démonstration se déploie sur trois parties. La première traite des fondements du pouvoir, et en énumère trois: la représentation, la responsabilité et la violence. Les auteurs appréhendent la représentation au double sens du terme, politique et “scénique,” et restituent dans la longue durée les logiques nationales et impériales de la représentation. Ils soulignent le processus de normalisation et de crédibilisation du processus électoral au Maroc qui s’opère en parallèle de la diffusion de la cooptation, qui n’est plus seulement un instrument d’une ingénierie impériale du gouvernement mais un dispositif d’une “gouvernance” sensée pallier aux insuffisances de la démocratie représentative. Ils nous offrent ensuite une intéressante lecture des répertoires de responsabilité, de leur coexistence et de leurs évolutions. La violence enfin est évoquée comme quelque chose de consubstantielle à l’État et à l’exercice du pouvoir politique, dont les formes et les modalités (notamment sa légalité et sa légitimité) peuvent varier selon les régimes et les époques, mais qui, dans tous les cas, nous renseigne sur l’exercice de l’État et du pouvoir. L’analyse de données historiographiques et de données et observations de terrain permettent d’esquisser les traits des idéaltypes de la violence nationale et impériale et leurs dynamiques et articulations.

La deuxième partie illustre comment ces deux imaginaires ou registres stato-national et impérial se mêlent dans l’art de gouverner, ou autrement dit, comment ces imaginaires peuvent nous renseigner sur la nation au Maroc comme unité rendant possible le déploiement et l’exercice de l’État et la gestion des conflits et des tensions inhérents à l’exercice du pouvoir. L’étude de l’État marocain dans la durée, à travers des actions comme la *bay’a* ou la *hdya*, mais aussi des ingénieries de l’empire chérifien (les ingénieries épistolaire, d’itinérance, de réception, la production des statuts, ou la maîtrise du temps), a permis aux auteurs de dégager une conception de la nation qui n’en fait pas une invention du protectorat, mais qui permet de prendre en charge les données empiriques attestant de l’existence d’une unité qui se différencie de l’ensemble califal, et non qui aurait éclos au moment du choc colonial. La discussion que les auteurs entament à ce propos avec l’auteur des *Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain*, l’historien Abdallah Laroui, est aussi intéressante qu’audacieuse. Trois entrées sont adoptées pour illustrer les combinaisons des répertoires impérial et stato-national qui se mêlent dans l’exercice de l’État et le gouvernement de la nation au Maroc. Le projet du port Tanger Med, présenté et perçu comme un des “chantiers de règne” du roi Mohammed VI, illustre cette combinatoire des registres et des modes d’intervention, mais aussi les processus de naturalisation du néolibéralisme en œuvre. Cette entrée territoriale est prolongée dans le deuxième exemple qui scrute les processus de territorialisation sur le temps long, pour démontrer que quoiqu’ils soient à géométrie variable, et s’accommodant de discontinuités temporelles ou spatiales, ces processus n’en constituent pas moins des indicateurs sur la conception de la souveraineté et du pouvoir et leur exercice. Enfin, en se référant au concept wébérien de “gouvernement en entente,” les auteurs s’attaquent à travers le troisième exemple à l’administration

marocaine à travers quatre figures à la marge du dispositif, mais qui permettent d'observer plus distinctement sans doute que d'autres exemples la combinatoire en œuvre entre les deux registres impérial et stato-national. Il s'agit du *moqaddem*, auxiliaire des agents d'autorité et dernier échelon de l'administration territoriale, qui ne dispose d'aucun statut officiel malgré son importance incontournable dans la gestion au quotidien des rapports de la population à l'autorité locale; le *naïb*, représentant des collectivités ethnique auprès des autorités locales qui assurent la tutelle sur les terres collectives; le *taleb*, chargé notamment de conduire les prières collectives dans les mosquées, et qui permet d'observer à travers un des personnages les plus proches de la communauté parmi des clercs religieux les transformations de la gestion du culte et la dynamique de "bureaucratisation du croire"; et le *adel*, personnage clé par qui les transactions sociales acquièrent une existence juridique, et dont le statut et la fonction ont connu des mutations qui n'ont toutefois pas réduit complètement son Magistère à une simple fonction administrative.

La dernière partie s'intéresse à la construction de l'hégémonie néolibérale au Maroc, et l'hypothèse précédemment formulée de l'existence d'affinités électives entre l'art néolibéral de gouverner et l'imaginaire impérial de l'État. Les auteurs prennent la précaution de préciser que ce lien est entendu au sens wébérien strict du concept, et que les rapprochements qu'ils peuvent faire entre des pratiques anciennes relevant du registre impérial et d'autres actuelles en rapport avec la gouvernance néolibérale ne signifie pas la permanence des premières ou leur réactivation. Leur propos est donc de tenter d'expliquer la facilité avec laquelle les pratiques néolibérales ont été adoptées et naturalisées au Maroc, en l'absence d'une conceptualisation explicite de ses fondements. À travers des observations de terrain particulièrement riches, la démonstration se déroule sur trois chapitres, dont le premier présente les processus de pénétration du néolibéralisme au sein d'institutions marocaines. Le deuxième chapitre traite d'une modalité clé du néolibéralisme qui présente de fortes congruences avec une autre déployée par l'État impérial: le gouvernement indirect. Elle est analysée à travers cinq entrées: les délégations formalisées, les délégations implicites, les accommodements, le partage, et la médiation et dissidence. Ce chapitre présente d'ailleurs un intéressant retour réflexif sur l'expérience d'un des deux auteurs à travers le récit de l'expérience de l'ONG Targa-Aide. Le dernier chapitre nous présente les groupes porteurs du néolibéralisme, identifiés non pas à partir d'une production idéologique dont les auteurs ont constaté l'absence, mais à travers l'examen de leurs perceptions et points de vue sur certaines questions telles que la justice sociale, la réforme, la société ou l'économie. Sept groupes sont présentés dans ce cadre: les technocrates ingénieurs de l'économie et de la finance, les anciens hommes de gauche convertis à l'économie, les élites traditionnelles modernisées, la société civile bourgeoise, les notabilités locales multipositionnées, les experts, et les islamistes intégrés.

Ahmed Bendella
CRESC, Rabat, Maroc